

21 décembre 2021

Réponse du Conseil administratif à la pétition du 8 septembre 2020: «Pour un engagement de notre commune en faveur de l'accueil des réfugié-e-s des camps des îles grecques».

TEXTE DE LA PÉTITION

(Voir annexe.)

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le 11 septembre 2020, soit deux jours après l'incendie du camp de Moria, le Conseil administratif publiait un communiqué de presse, signé également par la Ville de Lausanne, pour réclamer un accueil plus important de réfugié-e-s en Suisse ainsi qu'une conférence nationale à ce sujet chapeautée par la Confédération. A ce jour, cette demande n'a pas été reprise par le Conseil fédéral.

Le communiqué de presse y relatif est disponible sous:

<https://www.geneve.ch/fr/actualites/accueil-delai-refugie-camp-moria>

Pour rappel, ce drame avait privé 12 000 personnes d'un abri, alors même que celui-ci était déjà précaire. La Suisse a alors accueilli 20 jeunes mineurs en provenance du camp.

Le 3 mars 2021, M. Alfonso Gomez écrivait aux pétitionnaires pour leur faire part de la position du Conseil administratif et ainsi les assurer du soutien de la Ville de Genève à leur action.

Le Conseil administratif poursuit son engagement en faveur d'une Suisse qui ne ferme pas les yeux sur la situation migratoire en Europe et qui assume un accueil solidaire et suffisant de personnes qui fuient des situations de guerre ou de misère dans leur pays.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

La conseillère administrative:
Christina Kitsos

Annexe: pétition P-430

P- 430

Pétition pour un engagement de notre commune en faveur de l'accueil des réfugié.es des camps des îles grecques

La situation dans les camps des îles grecques se dégrade

Pendant des mois et des années, les réfugié.es doivent survivre dans des camps surpeuplés, comme celui de Moria à Lesbos. Un point d'eau doit suffir à mille personnes. Les réfugié.es sont obligés de faire la queue pendant des heures pour recevoir de la nourriture qui n'est souvent pas comestible. De plus, une épidémie de Covid-19 provoquerait une catastrophe avec de nombreux morts. Le fait que le Conseil fédéral n'ait accepté jusqu'à présent que 53 réfugiés mineurs qui ont déjà de la famille en Suisse est une honte au vu de l'ampleur des besoins.

Une vaste campagne pour accueillir les réfugié.es des camps

50'000 personnes dans toute la Suisse, plus de 130 organisations et les Églises soutiennent l'appel de Pâques d'Amnesty International, Évacuer MAINTENANT et la Charte de la migration, qui appelle à une évacuation rapide des camps grecs et à un accueil généreux des réfugié.es. De nombreux responsables politiques - toutes tendances confondues - ont également apporté leur soutien à ces demandes. Ce qui compte, ce n'est pas l'appartenance politique, mais bien la conscience humaine.

Les huit plus grandes villes de Suisse

Lausanne, Genève, Zurich, Berne, Bâle-Ville, Lucerne, Winterthur et Saint-Gall se sont jointes à cet appel. Elles demandent aux autorités fédérales de faire davantage pour mettre fin à la détresse dans les îles de la mer Égée et se déclarent prêtes à y accueillir des réfugié.es. Il ne s'agit pas d'une simple déclaration morale, mais d'une offre concrète que le Conseil fédéral devrait accepter.

Les communes sont la base de notre démocratie !

L'espoir que le Conseil fédéral prenne note de l'attitude ouverte de ces villes ne s'est malheureusement pas réalisé jusqu'à présent. **C'est pourquoi le plus grand nombre possible de petites villes et villages de Suisse doivent également faire entendre leur voix.** Plus ils sont nombreux, plus il devient évident qu'il existe une volonté d'aider les réfugié.es partout dans notre pays. Ainsi, les chances augmentent que le Conseil fédéral change d'avis et agisse enfin de manière humaine.

Pour ces raisons, en tant qu'habitant.es de Ville de Berne, nous demandons nos autorités communales de :

- accepter d'accueillir des réfugié.es des îles grecques
- communiquer publiquement cette décision et la transmettre au Conseil fédéral.